

Convention collective nationale

IDCC : 3225 | **ÉDITEURS DE LA PRESSE MAGAZINE**  
**(Employés et cadres)**  
**(30 octobre 2017)**

**Accord du 17 juin 2024**  
relatif aux barèmes de salaires minima garantis

NOR : ASET2450668M

IDCC : 3225

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**SEPM,**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**FILPAC CGT ;**

**F3C CFDT ;**

**SNPEP FO ;**

**CFE-CGC presse,**

d'autre part,

**Préambule**

Les organisations syndicales représentatives des salariés de la branche de la presse magazine ainsi que le syndicat des éditeurs de presse magazine (SEPM) ont engagé des négociations visant à réviser les barèmes de salaires minima garantis applicables aux employés et cadres des éditeurs de la presse magazine.

Le présent accord se substitue de plein droit aux accords ainsi qu'à leurs annexes ayant pu être signés antérieurement sur le même objet. Son entrée en vigueur est sans effet sur les avantages acquis par les salariés en application d'accords individuels ou collectifs, ou d'usages dans l'entreprise qui les emploie.

En conséquence de quoi, les partenaires sociaux ont décidé de ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup> | Entrée en vigueur**

Le présent accord entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2024.

**Article 2 | Dépôt et extension**

Le présent accord est déposé à la direction générale du travail.

Conformément aux dispositions de l'article L. 2261-24 du code du travail, le présent accord fait l'objet d'une demande d'extension.

### **Article 3 | Barème minimum conventionnel**

À chacun des niveaux de qualification de la classification, est attaché un salaire mensuel brut minimum garanti, défini pour la durée légale de travail effectif des salariés à temps complet (35 heures par semaine, soit 151,67 heures par mois).

Il est décidé que les salaires mensuels bruts minima de tous les niveaux de qualification de la grille des employés et cadres des éditeurs de la presse magazine sont augmentés de 2 %.

S'agissant des salaires mensuels bruts minima qui se situaient en-dessous du Smic, ils sont augmentés de 3 %.

Les barèmes minima conventionnels pour les employés et cadres des éditeurs de la presse magazine figurent en annexe du présent accord.

### **Article 4 | Stipulations spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés**

En application de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, les parties contractantes conviennent que le contenu du présent accord ne justifie pas de prévoir les stipulations spécifiques aux entreprises de moins de cinquante salariés visés par l'article L. 2232-10-1 du code du travail, dans la mesure où l'accord a vocation à s'appliquer à toutes les entreprises de la branche, quelle que soit leur taille.

### **Article 5 | Disposition relative à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes**

En application des articles L. 2241-8 et L. 2241-17 du code du travail, les parties contractantes réaffirment leur souhait de parvenir à la suppression des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes et leur volonté, pour y parvenir, d'engager une négociation sur les objectifs d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes et sur les mesures permettant de les atteindre.

### **Article 6 | Création d'un groupe de travail relatif à la refonte des grilles des barèmes minima conventionnels**

Les parties contractantes conviennent de la nécessité de mettre en place un groupe de travail paritaire dont l'objet sera le réexamen des grilles des métiers et des barèmes minima conventionnels de la grille des employés et cadres des éditeurs de la presse magazine. Ce groupe de travail démarrera, dans la mesure du possible, ses travaux à partir du mois de septembre 2024 et en tout état de cause au plus tard avant la fin de l'année 2024.

*Fait à Paris, le 17 juin 2024.*

(Suivent les signatures.)

## Annexe

### Barèmes minima SEPM en 2024 – Employés et cadres

Employés	Au 1 <sup>er</sup> juillet 2024			
Groupe <sup>[2]</sup>	Salaire minimal d'engagement	Après 3 ans <sup>[1]</sup> 3 %	Après 6 ans <sup>[1]</sup> 6 %	Après 10 ans <sup>[1]</sup> 10 %
1	1 809,92 €	1 864,21 €	1 918,51 €	1 990,91 €
2	1 809,92 €	1 864,21 €	1 918,51 €	1 990,91 €
3	1 921,41 €	1 979,06 €	2 036,70 €	2 113,56 €
4	2 053,93 €	2 115,55 €	2 177,17 €	2 259,33 €
5	2 236,13 €	2 303,22 €	2 370,30 €	2 459,75 €

[1] La progression s'opère en fonction de l'ancienneté acquise dans l'entreprise.  
 [2] Groupes 1 à 5 définis selon l'annexe de la convention collectives des employés et des cadres de la presse magazine.

Le barème ci-dessus fixe la rémunération minimale applicable à chacun des niveaux de fonction des qualifications dits « employés ». Il s'impose à toutes les entreprises membres du SEPM.

Cadres	Au 1 <sup>er</sup> juillet 2024			
Groupe <sup>[2]</sup>	Salaire minimal d'engagement	Après 3 ans <sup>[1]</sup> 3 %	Après 6 ans <sup>[1]</sup> 6 %	Après 10 ans <sup>[1]</sup> 10 %
6	2 403,84 €	2 475,96 €	2 548,07 €	2 644,22 €
7	2 716,34 €	2 797,83 €	2 879,32 €	2 987,97 €
8	3 167,07 €	3 262,08 €	3 357,09 €	3 483,77 €
9	3 490,51 €	3 595,22 €	3 699,94 €	3 839,56 €

[1] La progression s'opère en fonction de l'ancienneté acquise dans l'entreprise.  
 [2] Groupes 6 à 9 définis selon l'annexe de la convention collective des employés et des cadres des éditeurs de la presse magazine.

Le barème ci-dessus fixe la rémunération minimale applicable à chacun des niveaux de fonction des qualifications dits « cadres ». Il s'impose à toutes les entreprises membres du SEPM.